

Le coup d'État en Bolivie est le fait du racisme, du patriarcat, de l'Église et du patronat

Adriana Guzmán

Traduction Anne-Laure Bonvalot.

[Adriana Guzmán](#) appartient au mouvement « [Féminisme Communautaire Anti-patriarcal de Bolivie](#) », ainsi qu'au mouvement « Féministes d'Abya Yala ». Avec d'autres camarades, elle a rejoint cette lutte lors de la « guerre du gaz » en 2003 : elle aime à dire qu'elle a appris dans la rue ce que le patriarcat veut dire et que le féminisme est un outil fondamental pour créer d'autres formes de vie. Elle est aujourd'hui entrée en résistance face à l'avancée des milices qui ont joyeusement brûlé sur la place publique la whipala, le drapeau des peuples autochtones, un geste d'une violence symbolique telle qu'il est pour elle difficile de l'évoquer sans en avoir le cœur brisé. Dans cet entretien, publié après le coup d'état de l'automne 2019, elle revient sur ce qui s'est passé, appelle à s'y opposer et à soutenir des actions de résistance.

Comment définiriez-vous le coup d'État en Bolivie ?

Le triomphe de ce coup d'État civil, militaire, fondamentaliste et mené par le patronat a causé une profonde douleur. Les mobilisations ont commencé après les élections du 20 octobre dernier, lorsque le processus électoral au cours duquel Evo Morales a obtenu 10% de voix de plus que son rival Carlos Mesa a été déclaré frauduleux. Le fait qu'Evo Morales brigue un nouveau mandat a créé un mécontentement dans certains secteurs de la société. En tant que Féministes Communautaires Anti-patriarcales, nous faisons ici notre autocritique. Nous aurions dû interroger le bien-fondé de cette nouvelle candidature d'Evo Morales.

Mais d'un autre côté, il y avait urgence face aux autres partis. Par exemple, [Carlos Mesa](#), génocidaire et co-commanditaire du [massacre d'El Alto](#) dans le contexte de la guerre du gaz en 2003, se présentait aux élections. Si un homme coupable de génocide se présente aux élections, un Président ne peut-il pas se représenter une troisième fois ?

Qui sont les principaux acteurs du coup d'État ?

D'un côté, il y a l'opposition, menée par Carlos Mesa, qui prétend être victime de la supposée fraude anti-démocratique. Mesa a été vice-président de Gonzalo Sánchez de Lozada, et a commandité avec lui le massacre d'El Alto, ou massacre du gaz, il est le dernier représentant en date des partis de l'opposition, une opposition anachronique, sans propositions, sans grands noms, qui s'est déchirée durant les années du gouvernement Morales et du processus de changement porté par ce dernier. Des partis dont les sigles n'existent même plus, qui s'unissent aujourd'hui et désignent Carlos Mesa comme leur candidat. Ça, c'est l'« opposition politique », rassemblant les voix de la contestation anti-MAS [*Movimiento al Socialismo*/Mouvement vers le Socialisme, parti d'Evo Morales].

D'autre part, il y a la droite fasciste emmenée par le Comité Civique de Santa Cruz, avec [Luis Fernando Camacho à sa tête](#). C'est une instance qu'ont inventée les chefs d'entreprise pour participer aux décisions et à l'élaboration des lois en vue de défendre leurs intérêts. Le Comité Civique représente les chefs d'entreprise, l'oligarchie, les propriétaires terriens et les actionnaires des multinationales de l'Est bolivien. L'Est du pays est aux mains des propriétaires terriens, qui ont obtenu leurs terres des mains de la dictature et qui y ont installé les populations autochtones, les migrants aymaras, quechuas, en provenance de La Paz ou d'autres régions du pays, à leur service en tant que travailleurs journaliers. C'est cette opposition économique qui est à la tête du coup d'État. Luis Fernando Camacho est en outre lié aux cartels du narcotrafic. Il est le fils d'un paramilitaire qui a été au service de la dictature. Voilà d'où vient le coup d'État et ce qu'il représente.

D'autres secteurs politiques en revanche ne parlent pas de coup d'État pour qualifier cet événement. Pourquoi employez-vous ce terme ?

D'abord, parce que les commanditaires ont cherché la déstabilisation sociale et politique par le biais de groupes armés, munis d'armes à feu, de casques et de

boucliers, et semant la terreur en différents points du pays. Il y a eu coordination entre certains groupements universitaires, para-étatiques, paramilitaires, et des groupes fascistes et racistes, qui existaient déjà depuis 2008, comme la Unión Juvenil Cruceñista [Union de la Jeunesse Crucéniste]. Exercice de la terreur et déstabilisation politique : c'est là la première caractéristique de tout coup d'État. Ensuite, faire alliance avec la police pour qu'elle se rebelle contre l'État et convoquer les militaires à s'unir, soi-disant pour défendre le peuple. Quel peuple ? Le peuple selon Luis Fernando Camacho. Tout cela, ce sont les caractéristiques d'un coup d'État. Au final, après la démission d'Evo Morales, c'est Luis Fernando Camacho, représentant du patronat, de l'Église, et du fondamentalisme bolivien le plus extrême, qui entre au Palais du Gouvernement à la place de Carlos Mesa. Il impose le drapeau national, la Bible, et convoque une Junte civile et militaire, composée de gradés de l'Armée et de personnalités « notables ».

Ce coup d'État possède à la fois des caractéristiques traditionnelles, comme le rôle des militaires et de la police, et des caractéristiques propres, comme le fait de promouvoir l'affrontement entre voisins, chose qui a été rendue possible par un contexte de montée du racisme. Des voisins se sont mis à dire « On en a marre de ce gouvernement d'Indiens, de voyous ». Tous ceux d'entre nous qui ont une tête d'Indien sont montrés du doigt comme faisant partie du MAS. C'est particulièrement le cas pour nous, les femmes autochtones. Le coup d'État, parce qu'il se fonde sur la pratique de l'intimidation, est aussi un coup d'État contre les femmes et contre les mouvements sociaux. C'est un double coup d'État : non seulement contre l'État, contre le Gouvernement, mais aussi contre les mouvements sociaux.

En tant que Féministes Communautaires Anti-patriarcales, quel bilan tirez-vous des années de gouvernement d'Evo Morales ?

En tant que Féministes Communitaires Anti-patriarcales, nous avons participé au processus de changement entrepris par le MAS, nous l'avons construit. Ce féminisme est indissociable du processus de changement, il a vu le jour en même temps que lui. Les principaux débats ont eu lieu au sein de l'Assemblée Constituante : la dimension plurinationale, la reconnaissance des peuples autochtones, l'exercice de notre autonomie, de notre autodétermination... Aujourd'hui, il existe des zones autonomes autochtones, indigènes, paysannes. Avec de nombreuses limites, certes, mais elles sont en construction : le chemin de la reconstitution du territoire est en marche, c'est ce que nous voulions en tant

que peuples autochtones. C'est ce que dit la Constitution : la base de l'État est communautaire, le fondement de l'économie est communautaire. Ou encore l'article 338, qui mentionne le travail réalisé gratuitement par les femmes, le fait que le travail domestique produit de la richesse et doit être comptabilisé au niveau des caisses de l'État. Ces débats se sont traduits par des lois, qui se sont à leur tour traduites par des programmes, des possibilités, des actions concrètes.

N'y-t-il pas cependant des critiques à formuler à l'encontre du Gouvernement d'Evo Morales, notamment au sujet de l'extractivisme ?

C'est principalement dans le domaine économique que nous avons des critiques à formuler. La matrice capitaliste du système est restée intacte, les intérêts du patronat, des propriétaires de grands élevages, des forestiers, n'ont pas été affectés. C'est vrai. Il existait des baux d'une durée de 100 ans. Par exemple, il n'y a pas eu de décision politique visant à nationaliser l'industrie minière, c'était pourtant l'une de nos demandes. En revanche, il y a eu de nombreux progrès en termes de reconnaissance des peuples autochtones, pour que nous puissions construire notre propre chemin, notre propre éducation, notre propre organisation politique. Des changements que nous-mêmes avons opérés, parfois au-delà de l'État, parfois malgré l'État.

Peut-on, en tant que féministe, défendre un président que l'on qualifie parfois de machiste ?

En tant que féministes, nous avons de nombreuses critiques à adresser à Evo Morales, au sujet du système économique ou de l'extractivisme. Nous avons également mis en cause son machisme. Mais nous savons aussi qu'avoir un président qui nous ressemble, même si c'est un président machiste, c'est autre chose que d'avoir un président blanc, issu du grand patronat et de l'oligarchie, comme Macri en Argentine par exemple. Nous savons la différence. Nous la ressentons dans notre corps, et pas seulement sur un plan rationnel. Pour nous, il était important qu'Evo Morales soit élu Président. Cela s'est fait parallèlement au processus de transformation au quotidien que nous avons mené au sein des mouvements sociaux, qui nous a permis de pouvoir nous regarder en face, nous reconnaître, nous nommer. C'est tout cela que le coup d'État vient ébranler. C'est pour tout cela que nous avons eu droit à l'humiliation, aux représailles, pour cela aussi qu'on a brûlé nos *whipalas*, nos drapeaux autochtones.

Que signifie le racisme lorsqu'il est une composante structurelle du coup d'État ?

Durant le processus de changement, un mouvement de décolonisation par le biais de l'éducation et de différentes politiques publiques, a été mis en place, aussi bien au sein de l'État qu'au sein des mouvements sociaux. Il s'agissait non seulement de retrouver des pratiques ancestrales, mais aussi des savoirs et des épistémologies fondant d'autres manières de penser et d'organiser le pouvoir. Cependant, malgré ce mouvement de décolonisation, la question du racisme n'a pas été suffisamment approfondie. Pourquoi ? Parce que le racisme est l'exercice de privilèges. En finir avec le racisme, c'est en finir avec les privilèges, qui sont principalement d'ordre économique. Les privilèges des oligarques et des propriétaires terriens n'ont pas été affectés comme ils auraient dû l'être.

De plus, le racisme est transversal, il n'est pas seulement l'affaire d'un parti ou d'un espace en particulier...

La preuve, c'est qu'on retrouve le racisme dans les pratiques de la gauche et de certains féminismes. Il existe une gauche coloniale qui part du principe que les organisations autochtones, paysannes, ne sont bonnes qu'à jeter des pierres ou à faire des blocages, mais sont incapables de décider comment elles veulent vivre. C'est là l'origine de nombreux conflits, au sein de l'Assemblée Constituante comme au sein du féminisme : les féminismes bourgeois, blancs, de classe moyenne, d'une part, et le féminisme communautaire de l'autre. Quand je dis « blanc » et « bourgeois », je parle des féministes qui interviennent du haut de leurs privilèges, de leur classe sociale, de leur maison, de leur stabilité professionnelle, de leur argent, de leur nom de famille. Elles n'ont pas seulement condamné le Gouvernement à cause de ses erreurs politiques, mais à cause de ses origines. Dans ce contexte, elles se sont d'abord prononcées contre la fraude électorale, mais sans mettre en cause le fait que Carlos Mesa, l'autre candidat, soit coupable de génocide. Au cœur des mobilisations, elles ont vu dans ce duel Morales/Mesa un affrontement machiste, sans en prendre en compte la dimension raciste. Ensuite, elles ont discrédité nos accusations de racisme, alléguant que cela était un argument qu'utilisait l'État pour faire campagne. Comme si notre pays n'avait jamais été colonisé par l'Espagne, comme s'il n'avait pas été systématiquement envahi et violé. Comme si la polémique autour d'un parti, en l'occurrence le MAS, pouvait effacer des siècles de racisme et de colonisation.

Que perdent les femmes et le peuple dans ce coup d'État ?

Que perdons-nous dans cette atteinte portée à l'État Plurinational, qui vise à établir une République catholique, chrétienne ? Ce coup d'État vise à punir le Gouvernement d'un Indien, en le remplaçant probablement par une junte militaire composée de hauts cadres de l'Armée et de notables. Voilà le colonialisme : remplacer l'Indien par des militaires et des notables. C'est un coup d'État contre le Gouvernement autochtone, les organisations paysannes et les mouvements sociaux. C'est une punition, pour qu'il ne nous vienne plus à l'idée de penser qu'il est possible de vivre hors du capitalisme, que le *buen vivir* est possible, pour qu'il ne nous vienne plus à l'idée de nous auto-déterminer, de nous auto-gouverner, de nous auto-organiser. Pour que nous acceptions une fois pour toutes ce système capitaliste, néolibéral, patriarcal, colonialiste. Voilà le message.

En quoi cela peut-il affecter la vie des communautés indigènes ou autochtones ? Et celle des femmes ?

Il y aura un recul absolu de tous les droits qui ont été acquis. Il est déjà question d'abroger certaines lois, comme la Loi 348, qui reconnaît le féminicide, une loi avec laquelle les fascistes n'ont jamais été d'accord. On va revenir sur des droits qui ont été conquis, sur des victoires symboliques et réelles. Les universités indigènes seront elles aussi attaquées. Grâce au processus de changement emmené par le MAS - c'est un cas unique -, et grâce au combat mené par les mouvements sociaux, nous avons des universités indigènes, où les jeunes vont étudier ce dont leur communauté a besoin : après avoir été formés, ils se mettent au service de leur communauté. Non pas des universités qui fabriquent des chefs d'entreprise et des déclassés de tout poil, comme les universités que l'on trouve dans les grandes villes. Ce que l'on perd, c'est la possibilité que l'État accompagne le processus de changement. En revanche, on ne perd pas espoir. On ne perd pas nos convictions, on ne perd pas nos rêves, on ne perd pas la certitude qu'il y a urgence à faire qu'un autre monde soit possible. Tout cela est beaucoup plus difficile dans un État fasciste, mais nous, hommes et femmes, allons continuer la lutte.

Quelle est la situation actuelle, alors qu'Evo Morales se trouve hors du pays ?

Les auteurs du coup d'État ont pris les chaînes d'information, ainsi que les radios

communautaires. Dans les médias désormais aux mains des putschistes, on dénonce les pillages et tous ceux qui sèmeraient la terreur au nom du MAS. On prétend que les coupables sont des frères et des sœurs des communautés autochtones, ce qui n'est pas le cas. Ce genre d'accusations vise à discréditer notre résistance. Les mouvements sociaux ne s'adonnent à aucun pillage, ils sont le peuple en résistance. On cherche à discréditer notre résistance. Les mouvements sociaux ont appelé à faire le siège à La Paz, où l'eau a été coupée. Nous allons reprendre La Paz et nous réorganiser peu à peu.

Qu'est-ce que les peuples des autres territoires peuvent apporter au peuple en résistance ? Comment les féminismes transnationaux peuvent-ils vous venir en aide ?

Notre appel, mes sœurs, mes camarades, s'étend bien au-delà des frontières. Nous savons qui nous sommes, nous avons appris les unes des autres. La première chose, c'est d'avoir confiance en notre parole, parce que l'information officielle prétend qu'ici, il n'y a eu aucun coup d'État et que tout va pour le mieux. En réalité, les militaires et les policiers soutiennent les putschistes, et pratiquent l'intimidation à l'encontre des mouvements sociaux. C'est bel et bien un coup d'État. Il faut que ce soit dit. Il faut que les autres mouvements partagent notre indignation, notre douleur, qu'ils partagent aussi notre peur face à la violence des groupes armés. Notre appel implique aussi de nous interroger en tant que féministes. Cette analyse réductrice qui consiste à penser que les hommes politiques sont tous les mêmes, qu'Evo Morales ne vaut pas mieux que les autres, ou qu'il ne s'agit là que d'une rivalité entre mâles, ne permet pas de comprendre comment opèrent le patriarcat, le capitalisme et les dimensions économiques et coloniales du système. Cela ne nous permet pas de comprendre qu'avec le fascisme, il n'y a pas de dialogue possible. Le fascisme n'écoute pas. Le fascisme ne recule devant rien. Le fascisme élimine. À grands coups d'humiliations, ils sont en train de détruire nos combats. Nous appelons les autres féministes à dénoncer cela, à construire un féminisme communautaire, populaire, un féminisme de la rue et non pas de salon, un féminisme des territoires, qui ne se place pas au-delà du bien et du mal et qui ne soit pas récupérable par la droite.